

# DOSSIER

L'état du monde

## L'ère des replis



Dossier coordonné par Frédérique Rolet et Thierry Pétrault. Ont collaboré à sa réalisation : Odile Cordelier, Chloé Maurel, Stéphane Rio, Daniel Rallet, Thierry Ananou, Jean-François Claudon, Nicolas Bénéès

**Montée des nationalismes dans toute l'Europe centrale, percée de l'extrême droite en France, aux Pays-Bas et en Allemagne où la question des migrants a été instrumentalisée, exacerbation et cristallisation des xénophobies : ces progressions inexorables inquiètent.**

**L**es récentes victoires du Brexit au référendum et de Donald Trump aux États-Unis, la marche forcée vers un pouvoir dictatorial d'Erdoğan en Turquie, l'attitude belliqueuse d'un Vladimir Poutine : autant d'éléments qui montrent que le temps est aux interrogations douloureuses. La droitisation du monde est en cours. Elle résulte d'un profond fossé qui se creuse entre les citoyens et la classe politique, un sentiment d'abandon de « l'Amérique du milieu » ou de la « France d'en bas », d'une fracture entre gagnants et perdants de la mondialisation, d'un accablement face aux politiques d'austérité martelées comme seules réponses à la crise. Le sort imposé à la Grèce en fut le triste exemple. Ce divorce se traduit par la marginalisation – sinon l'éclatement – des forces politiques traditionnelles. Ces défiances et ces colères s'expriment désormais ouvertement dans les urnes. Dénoncer ces votes identitaires en jouant sur les hontes ou les peurs ne suffit plus. Face à cette montée irrésistible du national-populisme, d'autres réponses sont possibles. Aux peuples dépossédés de tout véritable choix face aux évolutions, victimes dans leur vie quotidienne de la suprématie accordée aux marchés financiers et à la concurrence, il faut rendre l'espoir : celui de la refondation d'une Europe sociale, de l'émergence de modèles fondés sur la solidarité, la justice, le développement et la recherche de la paix.



Après le Brexit

# Exception insulaire ou effet domino ?

Le Royaume-Uni, qui n'a adhéré à la CEE qu'en 1973, s'est toujours ménagé au sein de l'Union une place à part. Le récent revirement britannique est l'épilogue d'un désamour croissant.

Coup de tonnerre dans un ciel européen où des nuages s'amoncelaient depuis longtemps : le 23 juin dernier, 51,9 % des électeurs du Royaume-Uni se prononcent pour sa sortie de l'UE – contre 48,1 % favorables à son maintien –, dans un scrutin marqué par une forte participation. Ce vote-refus, largement sous-estimé par les enquêtes d'opinion, a été alimenté par les peurs et les angoisses que le parti anti-immigration de Nigel Farage (UKIP) et l'aile la plus nationaliste du Parti conservateur, menée par Boris Johnson, ont instrumentalisées sans vergogne. Si les salariés britanniques partisans du « Leave » ont, en partie, voté pour sortir de l'étai de l'UE libérale, il reste que la dimension souverainiste, voire xénophobe, de leur vote a été déterminante.

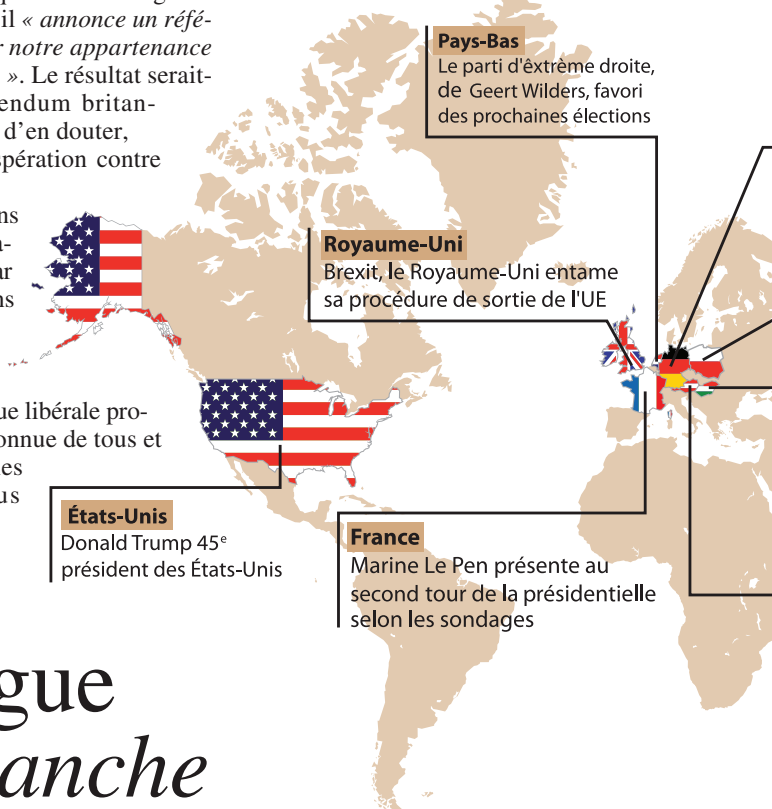
### À droite toute ?

En Italie, la Ligue du Nord a aussitôt estimé que les Britanniques avaient donné « une grande leçon à l'Europe ». Dans la foulée du

vote, le dirigeant populiste, Geert Wilders, a proposé le « Nexit » à un peuple néerlandais qui désire à 54 % s'exprimer par voie référendaire. Le vice-président du FN, Florian Philippot, a quant à lui exigé de François Hollande qu'il « annonce un référendum en France sur notre appartenance à l'Union européenne ». Le résultat serait-il différent du référendum britannique ? Il est possible d'en douter, tant est grande l'exaspération contre l'UE.

« L'UE ou le saut dans l'inconnu » : ce scénario de la peur brandi par les dirigeants européens au moindre débat sur la construction européenne ne fonctionne plus. La politique libérale promue à Bruxelles est connue de tous et face à elle, les peuples sont de plus en plus

nombreux à opter... pour l'inconnu ! Même si l'on est en désaccord avec eux sur l'origine des maux qui frappent l'Europe, il est difficile de ne pas les comprendre. ■



**Pays-Bas**  
Le parti d'extrême droite, de Geert Wilders, favori des prochaines élections

**Royaume-Uni**  
Brexit, le Royaume-Uni entame sa procédure de sortie de l'UE

**États-Unis**  
Donald Trump 45<sup>e</sup> président des États-Unis

**France**  
Marine Le Pen présente au second tour de la présidentielle selon les sondages

### Et aux États-Unis

## Un démagogue à la Maison blanche

En bon stratège, Trump savait que, pour l'emporter, il devait gagner une fraction non négligeable du salariat blanc déclassé en multipliant les diatribes protectionnistes teintées de xénophobie.

Pendant toute la campagne, le candidat républicain s'est présenté en défenseur du petit peuple que la « libre-échangiste » Clinton n'aurait pas hésité à sacrifier sur l'autel de la mondialisation. C'est indéniablement cette posture « anti-système » qui a permis à Trump de rafler l'Ohio, le Wisconsin, la Pennsylvanie et le Michigan.

### Vous avez dit « anti-système » ?

Doit-on en conclure que le milliardaire a gagné grâce au vote contre nature des travailleurs pauvres, des chômeurs et des petits retraités ? Non, bien sûr. Clinton est majori-

taire chez les électeurs percevant un revenu inférieur à 50 000 \$ par an (52 % contre 42 pour son concurrent). Mais Trump fait six points de plus que Romney, son prédécesseur, chez les CSP inférieures. C'est ce différentiel qui fait la bascule dans les États-clés. Les premiers pas de la nouvelle administration prouvent, s'il en était besoin, que le Président fraîchement investi n'a nullement l'intention de répondre aux aspirations de la fraction de l'électorat populaire qui lui a permis de l'emporter en novembre dernier. La composition de son cabinet est à ce titre éloquent, puisqu'y siègent trois anciens de

Goldman Sachs, ainsi que le PDG d'Exxon-Mobil !

Le décret du 24 janvier qui interdit le financement par des fonds fédéraux d'ONG internationales soutenant l'avortement, ainsi que l'appui à peine dissimulé apporté par le nouveau pouvoir à l'extrême droite israélienne sur la question de la colonisation, confirment que l'administration Trump est un cabinet de combat contre les libertés démocratiques, les droits sociaux et l'autodétermination des peuples. La récente nomination d'un juge extrêmement conservateur à la Cour suprême confirme cette dérive. ■

### Repères Brexit, Nexit, Frexit...

Le « Brexit » donne des idées... L'extrême droite néerlandaise pousse pour un « Nexit », tandis que le Front national veut lui aussi organiser un référendum pour sortir de l'Union européenne.



### Hongrie, Pologne...

En Hongrie, le Premier ministre souverainiste Viktor Orban (conservateur), au pouvoir depuis 2010, mène une politique aux accents xénophobes contre l'immigration extra-européenne. En Pologne, le parti conservateur et eurosceptique Droit et Justice (PiS) est revenu au pouvoir fin 2015.

## Une autre Turquie

# La dérive autoritaire

Il y a encore quelques années, la Turquie était un modèle de puissance émergente : économie florissante, volonté d'ouverture vers l'Union Européenne, régime « postislamiste » alliant conservatisme social et modernisme démocratique, popularité exceptionnelle de Recep Tayyip Erdoğan...

L'année 2013 marque un tournant. Les manifestations pour la protection du parc Gezi sont alors violemment réprimées. À partir de cette date, les penchants autoritaires d'Erdoğan et du régime ne vont cesser de s'amplifier. Une véritable politique de la peur

est pratiquée contre tous les opposants potentiels. Les principaux visés sont les Kurdes. Le Sud-Est est sous le feu du régime : des villes entières sont en ruines et l'on compte plus de mille morts depuis les élections du 7 juin 2015, date à laquelle le Parti démocratique des peuples (HDP), nouveau parti pro-kurde, est rentré au Parlement !

milliers d'enseignants sont radiés (plusieurs milliers de membres du syndicat de l'enseignement, Egitim Sen, sont ainsi licenciés). Par peur, de nombreux syndiqués renoncent à leur adhésion.

Le dernier acte de ce drame a lieu le 21 janvier. Le Parlement a adopté la réforme constitutionnelle qui pourrait définitivement instituer un régime autoritaire si le référendum programmé au printemps avale ce vote. Alors, le Président aura seul le pouvoir exécutif avec la disparition du poste de Premier ministre, il pourra intervenir directement dans le fonctionnement de la justice, Erdoğan pourra enfin briguer deux nouveaux mandats et se maintenir au pouvoir jusqu'en 2029... La bête immonde se dresse une nouvelle fois devant nous. Elle a cette fois-ci un visage paternaliste, islamiste et nationaliste... ■

**Allemagne**  
Percée électorale de l'AFD

**Pologne**  
La droite ultranationaliste polonaise au pouvoir

**Hongrie**  
Viktor Orbán au pouvoir depuis 2010

**Philippines**  
Rodrigo Duterte, président depuis le 9 mai 2016

**Autriche**  
Norbert Hofer (FPÖ) battu de peu aux présidentielles le 22/05/2016

### Purge de l'appareil d'État

Le putsch déjoué du 15 juillet 2016 accentue encore l'autoritarisme du régime. Erdoğan entreprend alors une véritable purge de l'appareil d'État et une répression tous azimuts... Des fonctionnaires, des intellectuels, des journalistes et des artistes sont arrêtés ; le système éducatif est repris en main : l'islamisation de l'ensemble des établissements publics est décrétée, des dizaines de

## Montée de l'extrême droite

# L'Europe dans le viseur

De la France à la Suède, du Royaume-Uni à la Grèce, en passant par l'Autriche ou la Pologne, ces dernières années ont vu progresser une droite radicale, populiste, xénophobe et antieuropéenne.

Si la crise des migrants a donné un coup de fouet aux mouvements populistes sur le Vieux continent, leur ancrage est beaucoup plus ancien. Mais jamais au point d'envisager des victoires électorales et leur arrivée au pouvoir comme en Hongrie, où le Jobbik, parti aux positions extrêmes, notamment autour du droit à l'avortement ou d'un antisémitisme latent, est passé de 2,2 % aux législatives de 2006 à 20,2 %, huit ans plus tard.

### Creusement des inégalités

Exaltation de la communauté nationale, refus de l'immigration, défiance vis-à-vis de l'Union européenne ou encore hostilité vis-à-vis des élites sont les fers de lance d'un discours vers lequel se tournent les électeurs.

Témoin la poussée récente du parti d'extrême droite anti-migrants, Alternative für Deutschland (AfD), arrivé en deuxième position devant la CDU d'Angela Merkel. Cette question des réfugiés a failli porter à la présidence l'extrême droite autrichienne et sur laquelle surfe Geert Wilders (Parti pour la liberté) aux Pays-Bas, un parti islamophobe qui dispose actuellement de quinze députés, mais dont les sondages lui en donnent trois fois plus pour les législatives de cette année.

Ces partis politiques mettent systématiquement en avant la dénonciation récurrente de l'Europe comme seule responsable à leurs yeux des dégradations subies au cours de ces dernières années par les travailleurs européens. Les politiques de l'UE ont mis à mal

la solidarité entre les peuples et renforcé les inégalités salariales et sociales.

### Eurosceptiques

Ces partis ont donc développé dans leurs plateformes un populisme anti-européen particulièrement dangereux. Les laissés pour compte de l'intégration européenne, après les élargissements successifs à l'Est – chacun se souvient du plombier polonais –, toutes ces populations victimes du *dumping* fiscal, sont devenues une des cibles des extrêmes droites. Réunis dernièrement à Coblenz en Allemagne pour célébrer ce qu'ils estiment être une nouvelle ère, ils espèrent que ces thèmes les conduiront au pouvoir, au cours d'une année électorale particulièrement chargée en Europe. ■

## 6 millions de voix

Avec 27,73 % des suffrages au premier tour des élections régionales de 2015, le Front national réalise son plus haut score dans des élections nationales. En recueillant 6 018 775 voix, il obtient son deuxième total de voix le plus élevé.

## 2016

L'Allemagne redécouvre l'extrême droite ! L'Alternative für Deutschland a fait une percée spectaculaire lors des scrutins organisés en 2016. L'AfD devient la troisième force politique du pays.

## 114 journalistes

La purge lancée par le président Erdoğan depuis le coup d'État manqué a frappé plus d'une centaine de journalistes, ce qui fait de la Turquie le pays ayant arrêté le plus de journalistes en 2016. La fermeture d'organes de presse se poursuit, portant le total à plus de 170.





## Vers un capitalisme sans compromis ?

## Un projet aventuriste

Depuis l'été 2015, avec l'écrasement de la Grèce, la crise migratoire et la montée des courants xénophobes en Europe, puis avec le Brexit, le renforcement de pouvoirs autoritaires et nationalistes dans certains pays et enfin avec l'élection de Trump, nous avons le sentiment que nous sommes entrés dans une nouvelle période historique.

Cette évolution vient de loin, en particulier de la mise en œuvre de politiques néolibérales depuis plus de 30 ans, qui ont généré de puissants effets sociaux et politiques. Dans les pays occidentaux, les classes populaires ont été les premières à être attaquées par cette mondialisation néolibérale. Après la crise de 2008, les « élites », après un temps d'hésitation, ont décidé d'une fuite en avant, utilisant le levier de la crise pour faire passer en accéléré l'ensemble de leur programme : mise en cause des services publics, de la redistribution fiscale, de la protection sociale, du droit du travail, c'est-à-dire des fondements du « capitalisme de compromis » qui s'était développé après 1945.

## Le levier de la crise

Cette radicalisation a été particulièrement prononcée en Europe, alors qu'aux États-Unis ses effets (le creusement des inégalités) ont pu être masqués par la reprise de l'emploi liée à une politique budgétaire et monétaire moins nocive. Ce choix radical d'aller vers un capitalisme sans compromis, voire sans limites, a précipité une crise sociale : les « perdants » sont devenus plus nombreux puisqu'une grande partie des classes moyennes ont rejoint les rangs des classes populaires.

Elle a surtout préparé une crise politique majeure. Le bipartisme (alternance entre deux partis dominants) a en grande partie perdu le soutien de l'électorat populaire et intermédiaire, ce qui a beaucoup affaibli la social-démocratie (historiquement porteuse



© Pierre-Alain Dorange / Flickr.com

*Les « perdants » sont devenus plus nombreux puisqu'une grande partie des classes moyennes ont rejoint leurs rangs*

de « capitalisme avec compromis ») et généré une instabilité politique selon des modalités propres à chaque pays.

La crise du politique s'explique également par l'effet pervers du discours néolibéral selon lequel il n'y a pas d'autre politique possible et par le fait que les peuples ont le sentiment qu'ils sont mis à distance alors que les décisions se prennent dans des cercles fermés dominés par des lobbies.

Confrontée à une crise de légitimité, une

partie des classes dirigeantes a cru bon d'instrumentaliser la peur de l'immigration et la xénophobie. Jeu très dangereux car les forces nationalistes et/ou d'extrême droite qui portent cette rhétorique sont aux portes du pouvoir dans de nombreux pays.

La concurrence entre les peuples ne serait plus seulement le fondement d'une logique économique, mais une planche de salut politique, avec d'énormes contradictions, notamment sur l'existence d'un projet européen. ■

PROTECTIONNISME  
OU RETOUR DU BILATÉRALISME ?

Quelques heures après son investiture Donald Trump met, rapidement, en application ses promesses de campagne : d'un trait de plume, par décret, il signe le retrait des États-Unis du traité transpacifique. La centrale syndicale américaine AFL-CIO applaudit des deux mains au nom de la défense de l'emploi aux États-Unis.

Le nouveau Président Républicain n'a pas cessé de dire qu'il voulait renégocier les traités, de manière bilatérale, face à chacun des pays pour mieux faire pression et obtenir des échanges plus équilibrés. La nouvelle politique américaine met fin, c'est vrai qu'il n'en restait déjà plus grand-chose, à 70 ans de multilatéralisme au sein du GATT puis de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). En Europe aussi, des partis promettent de protéger les emplois par des barrières douanières. Mais le parallèle avec les USA n'est pas évident. L'intégration commerciale ouest-européenne a atteint des niveaux qui créent des situations de dépendance mutuelle interdisant peut-être tout retour en arrière et autorisant, par contre, une protection européenne des emplois dans le cadre d'une coopération entre les pays de l'Union européenne.

## LA SOCIAL-DÉMOCRATIE EN CRISE

La « pasokisation » est le cauchemar des partis socio-démocrates victimes d'une désertion de leur électorat. Mais, si en Grèce le PASOK a disparu du jeu politique, les évolutions dans d'autres pays sont plus complexes. Au Portugal, le Parti socialiste s'est allié à la « gauche de la gauche » pour mener une politique anti-austérité. En Espagne, le PSOE est quant à lui divisé en deux ailes, l'une cherchant un accord avec Podemos, l'autre favorable à laisser le parti conservateur gouverner. En Italie, l'échec de Matteo Renzi, président du Conseil, au référendum « boomerang » qu'il a organisé, révèle une division interne profonde sur le bilan de l'équivalent de la loi travail (le *Jobs Act*).

En Allemagne, la chancelière Angela Merkel a pris le SPD à revers en revenant sur certains aspects les plus négatifs des réformes Schröder, notamment par l'instauration d'un SMIC et en faisant machine arrière sur la réforme des retraites.

Encore plus surprenant, l'émergence de « vieux leaders » soutenus par des mouvements de jeunes contre l'appareil et les notables du parti : Corbyn en Grande-Bretagne, Sanders aux États-Unis.

## Crise du capitalisme

# La démocratie menacée

La crise du capitalisme depuis 2007, comme toutes les crises majeures du capitalisme traduit la faillite d'un monde ancien et des difficultés pour faire naître des modalités nouvelles d'accumulation du capital. Les mutations en cours sont anarchiques. L'incertitude grandit.

Le Brexit, l'élection de Trump, la soi-disant « crise des migrants » font la démonstration que l'analyse rationnelle recule au profit de la « post-vérité (*post-truth*) » soit la priorité donnée à l'émotion. « *C'était mieux avant* » domine, comme dans la campagne des tenants de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne et de celle de Donald Trump. Les libéraux sont pris à leur propre piège. Ils ont fait croire à un monde totalement mondialisé. Ils sont aujourd'hui contraints de désigner la mondialisation comme le seul responsable de tous les maux sans voir qu'il s'agit des effets de la crise.

### Pris à leur propre piège

L'idéologie libérale n'est plus à même de proposer une vision du monde. « Les nouvelles » guerres, notamment au Moyen-Orient, offrent l'image d'un monde qui a perdu toutes ses références. Incapables de proposer un avenir possible de sortie de la crise, les dirigeants restent enfermés dans



© Guy Mayer / Flickr.com

des schémas anciens inadaptés. C'est un facteur de la crise politique profonde.

Le retour de « l'État-Nation » est une fausse réponse à cette crise car les formes nationales de régulation sociale ne renaîtront pas à l'identique. La recherche d'un État protecteur s'inscrit dans toutes les déstructurations sociales – remise en cause du droit du travail, de la Sécurité sociale –, des solidarités collectives – les privatisations des services publics – et de la montée des inégalités dans le contexte d'un

**L'idéologie libérale n'est plus à même de proposer une vision du monde**

recul de la loi au profit des contrats. Cette nouvelle idéologie nationale – « fiers d'être Français » – est porteuse d'un État autoritaire et répressif, portant atteinte aux libertés, à l'exception des libertés éco-

nomiques, pour faire accepter toutes les destructions dont le capitalisme a besoin pour se dégager de sa crise. La démocratie est menacée par les conséquences barbares de la crise capitaliste. La crise politique, crise de légitimité de toutes les instances de pouvoir, s'alimente de tous ces doutes sur la possibilité même de dégager un futur. ■

• À lire : le dossier de *Contre Temps* n° 31, « Crise de la démocratie » ; Raffaele Simon, *Si la démocratie fait faillite*, Le Débat/Gallimard.

## Quel rôle pour les Nations Unies ?

# Le multilatéralisme en crise

La période actuelle se caractérise par un recul de la confiance mise dans les instances multilatérales, comme l'ONU.

Cette institution, créée en 1945 dans un esprit progressiste et universaliste, avec l'espoir de mettre fin aux guerres fratricides, se voit aujourd'hui de plus en plus contournée et marginalisée : depuis les années 1990, c'est l'OTAN qui prend l'ascendant sur l'ONU dans le règlement des conflits armés dans le monde ; aujourd'hui,

la tendance à l'unilatéralisme (l'intervention directe de grandes puissances dans des conflits armés) prend le pas sur l'idéal multilatéraliste que représentait l'ONU.

Sur les grandes questions économiques et géopolitiques mondiales, des structures comme le G7/G8/G20, le Forum économique mondial de Davos ou encore l'OCDE prennent l'ascendant sur l'ONU. Sur les questions éducatives, les études de l'OCDE (comme la fameuse étude PISA) sont beaucoup plus médiatisées que celles que produit l'UNESCO, agence éducative et culturelle des Nations Unies. Cette perte de confiance dans l'ONU s'explique certes par sa lenteur, sa bureaucratie parfois inefficace et sa fréquente paralysie.

### Tendance à l'unilatéralisme

Certes, l'ONU a des défauts graves, et elle s'est montrée à de nombreuses reprises impuissante à assurer la paix (en Irak depuis 2003, en Syrie aujourd'hui), et à réduire les inégalités (les Objectifs du Millénaire pour le développement, lancés en 2000 et prévus pour 2015, n'ont pas été atteints). Mais l'ONU est, rappelons-le, l'institution internationale la plus démocratique, univer-

selle et progressiste. Démocratique, parce qu'à son assemblée générale, chaque État, riche ou pauvre, dispose d'une voix. Universelle, car elle rassemble quasiment tous les pays du monde. Et progressiste, car les valeurs d'égalité, l'idéal de progrès social, figurent dans sa Charte de 1945 et dans les différents textes qu'elle a adoptés, comme la Convention universelle des droits de l'enfant de 1989 et dans les conventions sur les conditions de travail adoptées par l'Organisation internationale du travail (OIT).

### Supprimer le droit de veto

Il est donc temps de remettre l'ONU sur le devant de la scène. Au XXI<sup>e</sup> siècle, nous avons plus que jamais besoin d'elle, car les grands problèmes de notre temps sont des problèmes transnationaux : pollution, climat, réfugiés, mafias, évasion fiscale, finance... Seule une institution agissant à l'échelle mondiale, comme l'ONU, peut les régler. Il est donc important de soutenir l'ONU, de la renforcer (elle a besoin de plus de pouvoir pour faire respecter ses conventions), et de l'aider à se réformer pour qu'elle soit plus efficace, par exemple en supprimant le veto qui la paralyse, et en démocratisant son recrutement. ■



© Katya Petrov / Flickr.com

**L'ONU s'est montrée à de trop nombreuses reprises impuissante**



## Entretien



© Audrey Cerdan

Éditeur, traducteur, chroniqueur et essayiste en histoire des idées, **François Cusset** est professeur d'études américaines à l'Université de Paris Ouest Nanterre. Après *La Décennie : le grand cauchemar des années 1980*, il publie *La droitisation du monde* évoquant un dernier demi-siècle marqué par un cycle contre-révolutionnaire qui constitue un retournement majeur. Il théorise dans son ouvrage trois grands mouvements de droitisation.

## « Par la droitisation du monde, il faut comprendre un grand tournant historique »

**L'US Mag :** *Vous évoquez dans votre ouvrage, une droitisation du monde, comment en est-on arrivé là ?*

**François Cusset :** Par « droitisation du monde », il faut comprendre un grand tournant historique sur plusieurs décennies, depuis au moins la fin des années 1970, vers plus de conservatisme au plan des valeurs, plus d'économie de marché et moins de justice sociale au plan économique, plus de surveillance et de répression au plan « sécuritaire », et plus de gouvernements réactionnaires ou patriotes au plan politique strict (électoral). C'est en partie, mais en partie seulement, une réaction des groupes d'intérêts dominants (surtout économiques et financiers, mais aussi idéologiques et politiques) à un cycle précédent plus court, de trente ans environ (1945-1975), qui allait clairement en sens inverse, vers plus de progrès et de justice : décolonisation de la moitié des terres émergées, économie mixte avec État-providence fort, émergence des contre-cultures et d'une jeunesse émancipée.

**L'US Mag :** *Dans quelle mesure cette droitisation affecte également la France ?*

**F. C. :** La France a elle aussi effectué ce type de virage – sans lequel on ne comprend pas comment, en trois décennies, sont apparus chez nous le FN, une place financière mondiale, un chômage structurel de masse, une économie ubérisée, mais aussi la nostalgie patriote ou la « Manif pour tous » –, mais elle l'a fait de façon singulière, adaptée à ses spécificités historiques : il a fallu les deux longs mandats de Mitterrand pour convertir le pays à l'esprit d'entreprise et à un projet européen déjà monétariste ou austéritaire, puis la cohabitation Jospin-Chirac pour achever de financiariser l'économie et de néolibéraliser les structures d'État (Pôle emploi, par exemple, devenant une agence d'évaluation des motivations du chômeur, et l'Éducation nationale, pour prendre un autre exemple, une plateforme de gestion des ressources humaines par carriérisme individuel et précarisation statutaire). La gauche de pouvoir, en France comme dans le reste de l'Euro-Amérique (voyez Clinton, Blair, Schröder, Renzi...), a autant contribué à cette droitisation du monde socio-économique que ses adversaires officiellement de droite.

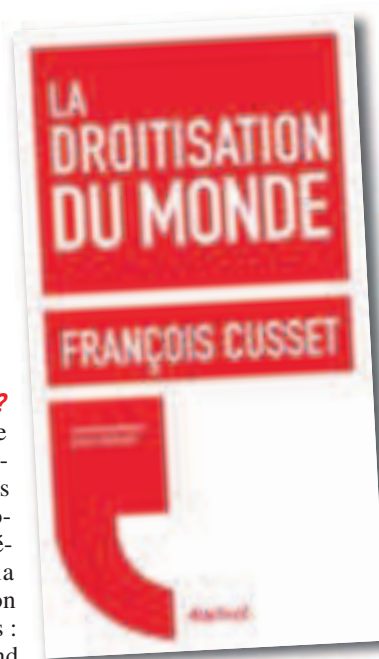
**L'US Mag :** *Y a-t-il des précédents dans l'histoire ?*

**F. C. :** Difficile de parler de précédents, puisque l'histoire ne se répète jamais, sauf peut-être en farce (selon le mot de Marx, qu'on croirait soufflé par son cousin Groucho). En revanche, si la théorie des cycles et de leur effet d'entraînement est discutable historiographiquement, il est évident qu'au cours de l'histoire moderne les progrès sociopolitiques ont souvent été défaits en par-

tie à l'occasion de crises ou de basculements de régimes – voyez l'isolationnisme post-Wilson aux États-Unis, ou le conservatisme après le *New Deal* de Roosevelt, ou la part de la haine du Front populaire dans la mobilisation des élites publiques françaises largement en faveur du régime de Vichy... L'élément nouveau cette fois, qui lui est sans précédent, relève à la fois de la doctrine idéologique et d'un petit récit de substitution aux grands récits progressiste, marxiste ou chrétien alors en crise : les vertus émancipatrices de la concurrence, les bienfaits existentiels de l'entreprise, la créativité économique, le mal en soi du « trop d'État ».

**L'US Mag :** *Quels sont les contre-feux possibles ? Des contre-courants existent-ils, des mouvements trop inaperçus ?*

**F. C. :** Les contre-feux existent, ne serait-ce que parce que les chantres de la doctrine qu'on vient d'évoquer semblent eux-mêmes ne plus y croire, maintenant que le roi est nu, dans la troisième phase (la plus récente) de cette longue séquence de droitisation du monde : l'alliance entre conservatisme sécuritaire de type militaire ou policier et néolibéralisme mondialisé s'est nouée au début des années 2000, au prétexte d'une « Guerre contre la Terreur » qui l'a plus favorisée qu'endiguée, la crise grave de 2008-2009 a révélé les dangers intrinsèques de l'économie financière et l'absence de mécanismes d'auto-régulation, et la santé insolente du capitalisme en dictatures (Péninsule arabique, Chine, Turquie, etc.) a achevé de montrer qu'il n'avait aucun besoin pour s'épanouir d'une démocratie formelle et de libertés civiles garanties, contrairement à ce qu'on nous racontait il y a 25 ans, dans l'ambiance triomphatrice de la chute du Mur de Berlin. Mais les résistances, qui étaient sporadiques mais avérées au début de cette longue séquence, se sont intensifiées à la fin des années 1990 (grèves françaises de 1995-1996, soulèvements latino-américains, vague altermondialiste) puis renouvelées à la fin des années 2000, une fois passé l'effet de torpeur néoréactionnaire post-11 septembre : Indignés de l'Europe du Sud, Occupy Wall Street en Amérique du Nord, mobilisations sociales dans l'Asie du travail mal payé, printemps arabes de 2011-2012... On en est là, avec pour contexte politique un sursaut réactionnaire de type cathartique, volontiers régressif et xénophobe (pour attirer les anciens électeurs de gauche, victimes de la crise et des trahisons politiques), mais qui ne dit pas tout, loin de là, de ce que secrète de résistances, de cultures alternatives et d'opposition ordinaire le terrain social réel – loin, très loin des Trump, Fillon, Erdogan ou Poutine effectivement (ou virtuellement) au pouvoir. Espérons qu'un autre tournant, dans l'autre sens, signale là ses prémisses, ou fait au moins l'objet d'un désir collectif, encore flou et désorganisé, mais incontestable. ■



## Syndicalisme, mouvements sociaux, initiatives citoyennes...

# Quelles alternatives face à ces replis ?

Qu'ils soient nationalistes, identitaires ou religieux, ces replis ne constituent en rien une fatalité. Les mobilisations contre l'austérité et contre le racisme qu'elle nourrit se multiplient. Ces luttes revêtent des formes diverses et leur convergence est un enjeu crucial.

Face aux réflexes de repli, à la stigmatisation des réfugiés et migrants et à la recherche de boucs émissaires, le syndicalisme européen tente de réaliser des plateformes revendicatives regroupant le plus largement possible les organisations de pays UE et hors UE et visant à promouvoir une Europe sociale et solidaire.

### Aller au-delà de la dénonciation : agir

Ces plateformes peuvent cibler une thématique particulière, celle des droits sociaux par exemple. Ce fut le cas en décembre avec le choix opéré par la CES (Confédération européenne des syndicats) de lancer une campagne « Les droits sociaux d'abord » qui fait explicitement référence à la question des migrants. « Dresser des barrières, désigner les migrants comme boucs émissaires et jouer sur les peurs des travailleurs ne peuvent constituer la voie à suivre...

Il faut lever les obstacles injustes à la libre circulation et la concurrence liée au coût de la main-d'œuvre ne doit être ni tolérée ni encouragée. » L'objectif de la CES est de

mettre les droits sociaux à la une de l'agenda européen et de les faire passer avant les intérêts particuliers des grandes entreprises et des banques. Y parviendra-t-elle sans reprendre



© DR

**Pour construire une autre Europe, il faut remettre en question les règles actuelles**

le chemin de mobilisations à l'échelle européenne (principe des Euro-manifestations) ? La question se pose.

Dans un autre cadre, celui du Réseau Alter Sommet auquel participent le SNES et la FSU, la réflexion a été engagée et a donné lieu à une déclaration suite à une Conférence en novembre à Bruxelles.

### Contre les discours nationalistes et xénophobes

Le texte intitulé « L'Europe, c'est nous ! Notre programme pour reconquérir nos droits » (voir site du SNES-FSU partie Alter Sommet) définit à la fois les raisons de la montée de l'extrême droite dans plusieurs pays et les moyens de décliner des revendications précises communes dans le but de construire le rapport de force tant si nécessaire.

Pour construire une autre Europe, il faut sans doute remettre en question les règles actuelles de fonctionnement de l'UE et trouver les moyens de mobiliser au niveau local, au niveau national, tout comme au niveau européen. ■

## LE PHÉNOMÈNE SANDERS

Aux États-Unis, le système des primaires est censé assurer la victoire des candidats agréant le plus à l'oligarchie. En 2016, l'opération fut un fiasco côté républicain, mais des fissures se sont également fait jour chez les démocrates. Car Bernie Sanders a fait plus que de la figuration. Face à Hillary Clinton, adoubée par la finance, le sénateur du Vermont a regroupé 43,7 % des suffrages, soit plus de 13 millions de voix. Sanders s'est appuyé sur la lame de fond qui, depuis 2008, travaille la jeunesse et la frange la plus combative du salariat américain.

On a souvent insisté sur la place prépondérante qu'ont pris les activistes d'Occupy Wall Street dans la campagne du concurrent de Clinton. C'est toutefois oublier qu'il a reçu le soutien de nombreux syndicats et d'unions locales, là où les grandes fédérations ont préféré perpétuer leur alliance traditionnelle avec l'appareil démocrate. Sanders est même venu soutenir sur leurs piquets de grèves les 39 000 salariés de Verizon, qui ont finalement arraché au géant de la téléphonie une hausse salariale de 11 %.

Pour la première fois depuis la campagne de 1912 – où concourut Eugen Debs, le maître à penser de Sanders –, peut naître dans le pays du néolibéralisme un débouché politique unifiant les luttes des salariés, de la jeunesse et des minorités.

## PODEMOS S'INDIGNE TOUJOURS MAIS...

Podemos a émergé aux élections européennes en juin 2014, avant de dépasser 20 % des voix aux élections législatives de décembre 2015, se situant juste derrière le Parti socialiste (PSOE). Podemos se dit issu du mouvement des Indignés de 2011, et partant du constat qu'il fallait « partir à l'assaut des institutions » parce que les mobilisations sociales n'aboutissaient pas, a construit son succès politique sur un discours contre la corruption et la « caste » au pouvoir et sur des pratiques politiques nouvelles, avec une organisation horizontale (en cercles) et l'utilisation du numérique. Pour préparer les élections, Pablo Iglesias, son leader charismatique, a voulu construire une organisation verticale, ce qui a créé des tensions internes. Aux élections de juin 2016, Podemos n'a pu atteindre son objectif de dépasser le PSOE, provoquant ainsi un nouveau débat interne. L'intérêt s'est un peu déplacé vers les « villes rebelles », c'est-à-dire les municipalités de grandes villes espagnoles, dont Madrid et Barcelone, gagnées par des plates-formes citoyennes très liées aux mouvements sociaux, qui expérimentent de nouvelles politiques au plan local.



© Thierry Ehrmann / Flickr.com

## L'AUTOGESTION À LA SAUCE GRECQUE

L'austérité radicale imposée par la Troïka en Grèce a organisé la défaillance des services publics notamment dans le domaine de la santé, de nombreuses personnes n'ayant plus de couverture sociale, et les moyens des hôpitaux ont été sacrifiés. Environ 50 dispensaires et pharmacies sociaux fonctionnent dans toute la Grèce avec des médecins et des citoyens bénévoles. Autogérés (les décisions sont prises en assemblée générale), ils sont une réponse solidaire à la crise sanitaire. Les militants (intervenants et patients) des dispensaires sont en lien avec les syndicats et les médecins du secteur public pour revendiquer en commun un droit à la santé pour tous. Cette solidarité s'étend aux réfugiés nombreux en Grèce, comme le montre l'exemple de l'hôtel City Plaza d'Athènes géré par les 400 réfugiés qu'il accueille.